

LA PECHE EN MEDITERRANEE



septembre 2000



INTERREG II c
DOSSIER THÉMATIQUE :
Thème piloté par la région Andalousie

*Institut
de la Méditerranée*

membres fondateurs

CRPM



I- Introduction

Ce document présente le résultat des travaux menés dans le cadre du projet AMI (Ateliers Méditerranéens Interrégionaux) sur l'impact de la zone de libre-échange sur les régions du Sud de l'Europe. De façon plus précise, ce projet avait pour objectif de permettre aux collectivités sud-européennes :

- d'évaluer les risques et les opportunités de la zone de libre-échange euro-méditerranéenne et, plus généralement, d'évaluer la portée du volet culturel et humain lié à la mise en œuvre de la Déclaration de Barcelone ;
- de proposer un schéma d'action interrégional stratégique pour accompagner et organiser le partenariat dans sa dimension économique (zone de libre-échange) et sociale (troisième volet).

Les régions partenaires de ce projet étaient : L'Andalousie, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Corse, La Toscane, La Sardaigne, Le Latium et la Calabre. La Ville autonome de Melilla s'est également jointe au projet. La coordination des travaux sur le thème présenté ici du **“ secteur de la pêche en Méditerranée ”** était assurée par l'Andalousie.

Deux séances de travail se sont tenues sur ce thème, réunissant l'ensemble des régions partenaires:

- le 15 juillet 1999 à Séville (Junta de Andalucía), et
- le 2 Mars 2000 à Cagliari (Sardaigne).

Des auditions d'experts ont été également organisées sur le thème dans chacune des régions partenaires. Les résultats des travaux ont été validés au cours d'un Comité de pilotage du projet qui s'est tenu les 23 et 24 Mars 2000 à Florence ainsi que d'un forum thématique, le 25 juillet 2000, à Séville.

La dynamique de travail qui s'est instaurée entre les collectivités partenaires a permis:

- d'établir un constat partagé sur l'impact de la zone de libre échange sur chacun des thèmes retenus,
- d'analyser les enjeux de cette zone de libre échange sur les stratégies régionales,
- de proposer des axes de coopération régionale permettant, d'une part d'en maîtriser les effets négatifs potentiels et, d'autre part, de profiter des opportunités que cette zone de libre échange ne manquera pas de susciter,
- de proposer, enfin, des projets concrets de coopération rentrant dans les axes définis de coopération.

Les résultats de ces différentes étapes de travail sont repris ci-après.

Par ailleurs, afin de faciliter les échanges entre les collectivités partenaires du projet une plateforme électronique a été mise en place à l'adresse suivante: www.femise.org/AMI, et sur laquelle sont consignés l'ensemble des documents relatifs à ce projet..

II- Impact de la zone de libre-échange euro-méditerranéenne

Plus encore que pour l'agriculture, la pêche semble extérieure à la démarche pourtant globale du partenariat euro-méditerranéen. La réalité des échanges de produits de la pêche entre l'Union européenne et les pays partenaires de Méditerranée montre que si cette activité peut être considérée comme un avantage comparatif sud-méditerranéen¹, elle n'en possède pourtant pas les mêmes dimensions économiques, politiques, sociales et identitaires. De plus, ne " bénéficiant " pas des mêmes pressions de la part des partenaires (du Sud comme du Nord et plus précisément des pays méditerranéens de l'Union), les effets directs de l'instauration de la zone de libre-échange devraient être réduits à court-moyen terme. Il est pourtant un effet indirect qui devrait jouer à court-moyen terme sur la pêche en Méditerranée. Il s'agit de l'opportunité politique forte d'ouvrir le dialogue et des négociations régionales sur un problème où nombre de caractéristiques sont communes. Dans l'harmonisation tendancielle (des techniques, des comportements, ou des normes) que porte l'instauration de la zone de libre-échange, la pêche en Méditerranée devra forcément être envisagée car :

les actions engagées dans le cadre du partenariat en termes d'environnement joueront plutôt en faveur d'une restriction des ressources de la pêche ;
l'échange de techniques, de savoir-faire et d'expérience influencera les structures de l'économie de la pêche dans l'ensemble de la Méditerranée.

L'enceinte de négociation régionale unique que propose le Partenariat initié à Barcelone pourrait ainsi contribuer à la reconnaissance et à la prise en compte des spécificités de la pêche en Méditerranée. A la condition, toutefois, que les partenaires du sud comme du nord du Bassin en ouvrent clairement la voie.

III- Contexte et chiffres clés de la pêche méditerranéenne

Tout comme l'agriculture, la pêche et l'aquaculture dans les régions méditerranéennes présentent de fortes spécificités.

Bien que le milieu naturel ne soit pas considéré comme particulièrement favorable au développement de la faune maritime², la pêche en Méditerranée est une activité économique non négligeable. Pour l'ensemble des pays riverains tout d'abord, en matière d'emplois, de revenus et d'alimentation. Mais aussi pour l'Union européenne elle-même : la pêche méditerranéenne représente environ 8% de la production communautaire, à laquelle s'ajoutent les importations de poissons (et crustacés) de l'Union en provenance des pays de la rive Sud³.

Les principales zones de pêche sont le Golfe du Lion, les côtes tunisiennes et l'embouchure du Nil. Les eaux turques, libyennes, marocaines et israéliennes sont peu exploitées. A l'inverse, les eaux des Etats membres sont, elles, surexploitées.

On note également la présence de flottes étrangères en Méditerranée, notamment soviétique et japonaise.

En 1996, le total des captures de produits de la pêche en Méditerranée a atteint 1,5 millions de tonnes. La plus grande partie de ces captures est réalisée par les Etats membres de l'Union européenne (43% du total). L'Italie est le pays qui affiche le plus grand nombre de captures (plus de 53% du total européen), suivie de la Grèce (21,6% du total communautaire), de l'Espagne (21%) et la France (moins de 4% des captures européennes). Sur les rives sud de Méditerranée, la Turquie représente, seule, plus de 30% du total des captures " méditerranéennes ", puis viennent l'Algérie (6%) et la Tunisie (6%). Les 2% restant ont été effectués par des pays non limitrophes du littoral méditerranéen, à savoir essentiellement les flottes soviétique et asiatique.

Répartition des captures en Méditerranée, 1996 (en milliers de tonnes)

Italie	346
Grèce	140
Espagne	137
France	25
Turquie	472
Algérie	100
Tunisie	83

Source : Commission Européenne, D. CROSS, 1999.

Les captures elles-mêmes portent sur de nombreuses espèces : des espèces démersales comme les merlus, les soles, les pageots, les baudroies et les bars, des espèces pélagiques (sardines, anchois mais aussi six espèces de thons), des crustacés ou des langoustes. Mais deux espèces dominent les captures effectuées en Méditerranée : l'anchois européen et la sardine européenne; ils représentaient à eux deux, en 1996, 41% des captures⁴.

Trois grandes caractéristiques, valables globalement pour l'ensemble des rives méditerranéennes, compliquent considérablement toute stratégie intégrée de la pêche méditerranéenne aujourd'hui.

La première caractéristique est qu'il n'y a généralement pas de zone économique exclusive, c'est-à-dire de zone de pêche réservée en Méditerranée, contrairement aux autres mers et océans. Mais cette règle générale souffre deux exceptions notables :

- le Maroc, pour prévenir l'épuisement des stocks, notamment des sardines, a créé un zone de pêche exclusive ;
- l'Egypte, qui en a fait de même pour se protéger de la concurrence grecque.

La seconde caractéristique relève des structures elles-mêmes : le secteur de la pêche en Méditerranée est un secteur artisanal dans lequel évolue une grande majorité de bateaux de faible tonnage, souvent vétustes et opérant à partir de multiples ports. En fait, 80% de l'activité de la pêche en Méditerranée peut être qualifiée de pêche artisanale, de " pêche côtière ". Son éparpillement, la diversité des techniques utilisées ainsi que des niveaux d'activité compliquent toute stratégie de développement de la pêche en Méditerranée.

La troisième caractéristique concerne le type de régulation à l'œuvre en Méditerranée. Les domaines d'application de la politique commune de la pêche en Méditerranée sont particulièrement réduits : en matière de structures, les décisions structurelles de l'Union ne concernent qu'un nombre réduit d'unités (à cause de la prépondérance de la pêche artisanale dans le bassin) et les actions communautaires relevant de l'organisation des marchés concernent moins de la moitié des espèces capturées en Méditerranée. La pêche en Méditerranée est donc principalement organisée autour d'accords bilatéraux, voire d'arrangements tacites ou coutumiers⁵ qui ne facilitent ni la régulation du secteur ni la gestion des conflits territoriaux.

IV- La stratégie communautaire interne

La pêche fait l'objet d'une politique structurelle à part entière : la Politique Communautaire de la Pêche -la PCP-. La PCP couvre l'ensemble des activités européennes de la pêche et de l'élevage des ressources aquatiques vivantes, ainsi que les activités de transformation et de commercialisation de ces produits. Elle regroupe un ensemble de questions juridiques, politiques, économiques, sociales et écologiques.

Depuis les premières décisions adoptées en 1970, la PCP a connu diverses évolutions. Le 25 janvier 1983, avec la mise en place de " l'Europe Bleue ", elle pose comme principe la gestion en commun des zones économiques côtières, de l'organisation commune des marchés des produits de la pêche et de l'aquaculture, de la limitation des captures et de la gestion collective des accords de pêche avec l'extérieur. L'instrument financier de la politique de la pêche est l'IFOP, (Instrument Financier d'Orientation de la Pêche) qui couvre l'ensemble de la filière pêche-aquaculture sur le territoire de l'UE. Les principales missions de l'IFOP consistent à :

- créer les conditions d'une gestion stable et rationnelle des ressources halieutiques et viser à un équilibre durable entre les ressources disponibles et accessibles et les capacités de pêche ;
- renforcer la compétitivité des structures d'exploitation et le développement d'entreprises économiquement viables dans le secteur de la pêche ;
- améliorer l'approvisionnement et la valorisation des produits ;
- contribuer à la revitalisation des zones dépendantes de la pêche.

Il appartient aux porteurs de projets de demander aux autorités nationales ou régionales de leur pays d'intégrer leur projet dans les programmes communautaires pour pouvoir accéder aux financements IFOP.

Concernant la pêche, la DG XIV finance des études, des actions pilotes, des initiatives d'information, de vulgarisation et d'assistance technique. C'est le cas de l'initiative communautaire PESCA. Lancée en 1994 avec une enveloppe globale de presque 300 millions d'écus, elle vise à mettre le monde de la pêche en condition de réussir sa mutation. Elle a notamment pour objectif de l'aider à en supporter les conséquences sociales et économiques par des aides à la reconversion des hommes et à la diversification des entreprises de la filière ainsi qu'à contribuer au maintien et à la création d'emplois dans les régions littorales. PESCA s'applique à titre principal dans pratiquement toutes les zones littorales où la pêche

est importante. C'est donc un instrument qui touche presque tous les secteurs économiques qui peuvent contribuer au développement des zones littorales.

Jusqu'au début de l'année 1995, la conservation des ressources méditerranéennes relevait de la responsabilité exclusive des Etats membres concernés. Depuis cette date, l'entrée en vigueur du règlement communautaire 1626/94, prévoyant certaines mesures techniques pour la conservation des ressources de la pêche dans cette mer, a marqué le commencement d'une politique commune en Méditerranée ayant pour objectif la préservation durable des stocks.

Avant l'entrée en vigueur du Règlement, la pêche en Méditerranée était réglementée par un nombre impressionnant de textes législatifs nationaux extrêmement spécifiques. Le nouveau règlement se veut plus simple : il prévoit l'interdiction de certains engins réputés destructeurs dans les bandes côtières, la création de zones protégées, des caractéristiques techniques pour certains filets et palangres, la fixation de tailles minimales pour des espèces cibles. La Commission a choisi de jouer un rôle de locomotive en organisant un grand nombre d'ateliers techniques et de conférences diplomatiques (Crète, 1994, Venise 1996).

Dans le cadre de l'Agenda 2000, la Commission a adopté une proposition de nouveau règlement définissant les domaines d'intervention structurelle pour la pêche et l'aquaculture, ainsi que les modalités d'application, pour la période 2000-2006. Dans l'ensemble, il est proposé de reconduire la plupart des actions structurelles prévues pour la période 1994-1999. L'initiative communautaire PESCA est appelée à disparaître. Les principales actions envisagées par le nouveau règlement sont le renouvellement et la modernisation de la flotte de la pêche, la constitution de sociétés d'économie mixtes, la mise en place de mesures socio-économique telle que le cofinancement des régimes nationaux d'aides à la préretraite, des mesures particulières concernant la petite pêche côtière, la protection des ressources halieutiques des zones marines côtières, la recherche de nouveaux débouchés,...

Dans le cadre de la révision de la PCP à l'horizon 2002, un questionnaire traitant des enjeux et de l'évolution future de la PCP a été soumis à de nombreuses organisations.

A la question “ *Quelle est votre appréciation sur l'application de la politique commune de la pêche en Méditerranée et quelles améliorations devraient être introduites selon vous ?* ”, les organisations grecques, françaises, italiennes et espagnoles ont souligné la nécessité d'une politique plus poussée en Méditerranée et proposent la prise en compte de la spécificité de la Méditerranée et de ses sous-régions pour les règles de gestion, une meilleure coordination et application de la recherche et la prise en compte de la pêche artisanale. Elles souhaiteraient aussi un meilleur contrôle des activités des navires des pays tiers.

V- Stratégie communautaire externe

Plus encore que l'agriculture, la pêche ne fait pas l'objet d'un traitement particulier dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen tel qu'instauré à Barcelone.

Dans le cadre de la coopération économique préparatoire à l'instauration de la zone de libre-échange, les partenaires euro-méditerranéens ne s'engagent à aucune opération structurelle : ils " soulignent " l'importance de la conservation et de la gestion rationnelle des stocks et envisagent la création d'instruments communs pour, notamment, faciliter la formation et la recherche scientifique en la matière.

Dans le programme de travail du partenariat de Barcelone, les partenaires laissent en fait la responsabilité du dialogue méditerranéen au Conseil Général de la Pêche sans qu'aucun dialogue régional relevant directement du partenariat ne soit envisagé dans la durée.

Dans les conclusions de Barcelone III (conférence ministérielle de Stuttgart, 15-16 avril 1999) la pêche, au contraire de l'agriculture, n'est pas même envisagée.

La Commission Générale des pêches en méditerranée de la FAO

L'action la plus ancienne et la plus continue pour la pêche en Méditerranée est menée par la FAO qui a créé en 1952 une Commission Générale des pêches en Méditerranée (CGPM) dont la mission consiste à favoriser et à garantir le développement et l'utilisation durables à long terme des pêches et de l'aquaculture dans le bassin.

La Commission a créé différents sous-comités techniques couvrant l'évaluation et l'utilisation des ressources qui se réunissent régulièrement autour de scientifiques, de professionnels et de représentants des différents Etats riverains: Comité d'évaluation des ressources, Comité statistique, Comité économique et social, Comité pour la protection des écosystèmes et de l'environnement

Des projets expérimentaux ont également été lancés: projet COPEMED financé par l'Espagne associant le Maroc, l'Algérie et l'Italie pour la réalisation des systèmes d'information géographique pour la localisation des ressources et particulièrement intéressants pour la pêche artisanale ; projet ADRIAMED financé par l'Italie associant la Slovénie, la Croatie et l'Albanie; projet SUSMEDSUD associant l'Italie et la Tunisie. Des projets d'amélioration des criées par l'utilisation des technologies de l'information sont également en cours. Les régions qui bordent le bassin méditerranéen ne sont pas représentées.

VI- Enjeux de la pêche en Méditerranée

Les contraintes structurelles qui, aujourd'hui, limitent fortement toute action méditerranéenne intégrée au niveau de la pêche permettent de dégager quelques enjeux, comme autant de préalables à une organisation et une régulation euro-méditerranéenne de la pêche dans le bassin.

Le premier enjeu de la pêche concerne la **prise en compte des spécificités méditerranéennes dans le cadre de la politique structurelle de l'Union** et notamment dans ses relations avec les pays partenaires de Méditerranée. Cette première étape semble être encore aujourd'hui un préalable nécessaire à une conception globale des activités de pêche et d'aquaculture pour l'ensemble de la région méditerranéenne.

Axe 1 : Régionalisation de la Politique Commune de la Pêche de l'Union en créant un volet méditerranéen

Axe 2 : Mise en place d'une politique de maintien de la pêche côtière artisanale

Un deuxième enjeu concerne le **contrôle des techniques de pêche et des captures**. Ce contrôle passe notamment par la constitution d'une base d'informations complètes sur le secteur en Méditerranée, portant sur l'ensemble des acteurs en présence : membres de l'Union, pays des rives sud mais aussi pays tiers (asiatiques notamment). Malgré les efforts réalisés, notamment par le Conseil Général de la Pêche en Méditerranée (FAO), la connaissance réelle des ressources disponibles reste limitée. Ce préalable semble déterminant si l'on veut déboucher sur une série d'actions sur les structures mêmes du secteur (modernisation des flottes, des techniques de pêche, de conservation, de distribution,...).

Axe 1 : Structure de concertation méditerranéenne associant professionnels et responsables publics nord/sud

Projet proposé :

Andalousie : Transferencia y divulgacion de los resultados de la investigacion y tecnologia que

afecta al sector pesquero

Axe 2 : Labels pêche méditerranéens

Projet proposé :

Andalousie : Plan mediterraneo de revaloizacion de los productos de pesca

Le troisième enjeu concerne la **gestion des ressources en Méditerranée**. L'évolution des captures, la dynamique endogène des ressources et les actions de protection du milieu naturel en Méditerranée entrent souvent en conflit et pourraient conduire à une diminution substantielle de l'effort de pêche dans les années à venir. Quel rôle pour l'aquaculture ? Comment les autorités régionales peuvent-elles intervenir sur les zones où la pêche de capture est encore très développée, compte tenu de la surexploitation de certaines espèces ?

Axe 1 : Programme de recherche sur l'aquaculture méditerranéenne

Projet proposé :

Andalousie : Observatorio interregional de la pesca y acuicultura mediterranea

Un quatrième enjeu concerne directement le **développement de l'aquaculture méditerranéenne**, en liaison avec les politiques environnementales sur la zone, par l'aménagement de zones maritimes protégées pour l'aquaculture et par l'incitation à la recherche et développement.

ANNEXE I

CONTRIBUTION DES REGIONS PARTENAIRES

CONTRIBUTION DE LA REGION PACA

Réunion de Séville du 15 Juillet 1999

(Région Provence-Alpes-Côte d'Azur)

DOSSIER PECHE

I) - La Pêche en quelques chiffres :

Les activités de pêche en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, emploient directement 1200 marins et près de 3000 personnes en emplois induits.

Selon les statistiques officielles, avec environ 44 300 tonnes de production (y compris Languedoc Roussillon), la pêche méditerranéenne représente près de 8% de la production nationale en tonnage, mais dépasse les 14% en valeur (750 MF).

II) - Situation des différentes flottes de pêche

a) Petits métiers : 90% de la flotte de pêche

Ces petits métiers sont majoritairement des navires de moins de 12 mètres.

b) Les chalutiers : une profession très encadrée

La profession chalutière s'est auto-réglementée depuis de nombreuses années.

Contrairement à la façade atlantique française qui a connu une vague de construction de navires dans les années 1980-1990, la façade méditerranéenne n'a pas vu sa flotte de pêche se renouveler récemment. Celle-ci apparaît aujourd'hui ancienne, avec un âge moyen de 26 ans en 1997 et nécessite une réelle modernisation.

c) Les thoniers : une flotte moderne

Les 33 thoniers méditerranéens sont des unités de 22 à 43 mètres, modernes et dotés d'équipements performants notamment pour le traitement du poisson. Certains navires ont été allongés (jumboisations) afin de permettre l'installation de matériel frigorifique (machines à glace embarquées, cuves de baillage, cales réfrigérées...).

d) Les lamparos : une activité traditionnelle

Ces navires sont concentrés sur les quartiers maritimes de Port-Vendres et Marseille. Ce sont pour la plupart des unités très anciennes (plus de 30 ans de moyenne d'âge).

III) - Il faudrait :

* Prévoir une restructuration des flottes.

Les flottes méditerranéennes fort âgées, particulièrement celles des chalutiers et lamparos, nécessitent un renouvellement des unités. Les programmes pluriannuels doivent offrir aux armateurs un cadre leur permettant de prévoir et d'orienter leurs investissements.

* Réviser les indicateurs de capacités de pêche

Pour les petits métiers, le nombre de navires est un critère suffisant d'autant plus qu'un système de licences a été instauré pour certains stocks par les professionnels eux-mêmes ; la gestion de cette flotte pourra être confiée à des organismes locaux représentatifs (Comité Régional).

Ces navires détiennent un rôle essentiel en termes d'aménagement du territoire et d'emploi. Le soutien de l'Union Européenne devrait porter moins sur les navires eux-mêmes que sur la restauration de la qualité des eaux et l'aménagement des milieux, ainsi que sur la promotion des produits régionaux.

Une réflexion doit également être engagée au niveau de la Méditerranée Occidentale, afin d'éviter que les flottes communautaires soient soumises à une concurrence importante de navires de pays tiers, souvent munis de pavillon de complaisance, dont l'activité n'est pas à ce jour soumise à contrôles. La mise en place d'une Zone Economique Exclusive dans le bassin occidental de la Méditerranée pourrait être envisagée.

IV) - Le constat

La pêche revêt en Méditerranée un caractère socio-économique important.

Les pêcheries méditerranéennes sont exclusivement artisanales : les navires sont souvent anciens, voire obsolètes et de petite taille.

L'activité est répartie sur l'ensemble du littoral.

L'aquaculture, quant à elle est pratiquée sous des formes requérant des techniques plus ou moins élaborées. Elle possède un fort potentiel de développement.

Outre le loup, la dorade et la moule, peu d'espèces font l'objet d'une production importante.

V) - Les objectifs dans le cadre de la mise en place d'une zone de libre-échange en Méditerranée

A - En matière de pêche

- Diagnostic sur les flottes de pêche,
- recherche de nouvelles zones de pêche.

Commercialisation des produits

L'absence d'affichage d'origine des produits et l'entrée avec des droits de douanes faibles de produits de toutes origines conduit à défavoriser la pêche locale face aux importations;

Il peut être proposé :

- des actions de promotion ciblées sur les produits typiquement méditerranéens, avec identification des produits issus de la pêche,
- le lancement d'actions auprès des producteurs pour les sensibiliser à la qualité et à l'organisation des marchés.

B - En matière d'aquaculture

Outre le loup, la daurade et la moule, peu d'espèces font l'objet d'une production importante. Il pourrait être soutenu le lancement de programmes de diversification des espèces élevées

C - Environnement des milieux de production

Les activités de pêche et de cultures marines sont étroitement dépendantes de la qualité de l'environnement littoral. Différents réseaux de surveillance sont mis en oeuvre par les états et sont appelés à se renforcer dans les années à venir.

Le programme pourrait permettre :

- de développer un programme commun d'acquisition de données sur l'environnement littoral, en développant des systèmes automatisés de mesure de la qualité de l'eau et des effets des activités humaines sur le milieu marin,
- de permettre des actions pilotes de restauration de la qualité des eaux continentales, notamment sur les bassins versants des milieux de production,
- de poursuivre les politiques de mise à l'eau de récifs artificiels de protection et de production,
- de créer des réserves marines.

CONTRIBUTION DE LA REGION ANDALOUSIE

EL SISTEMA PESQUERO EUROMEDITERRANEO: ANDALUCÍA

(Interreg II C – proyecto AMI)

EL SISTEMA PESQUERO EUROMEDITERRANEO

(Interreg II C – proyecto AMI)

1. Introducción.

La pesca es uno de los sectores básicos de actividad que caracteriza especialmente la vida y cultura mediterránea, ejercida desde tiempos inmemoriales y esencial en la aportación de alimentos en la conformación de la denominada dieta mediterránea.

El Mediterráneo es un mar cuyas aguas están sometidas a una gran presión medioambiental lo cual repercute directamente en la pesca. El aumento de la población en las regiones ribereñas, el gran desarrollo de las industrias y del turismo, que es una de las principales actividades económicas de su litoral, junto con la sobreexplotación de los caladeros de pesca, controlado parcialmente y administrado por numerosos y variados países con normativas y culturas muy diferentes, lo sitúa en una posición de debilidad para el ejercicio de la actividad de la pesca, que hace necesario la adopción de medidas conjuntas que posibiliten la protección y promoción del medio y por consiguiente de los recursos y del mantenimiento de la actividad de manera rentable en las poblaciones y sectores dependientes de la pesca.

Esta demanda no es exclusiva del sector pesquero mediterráneo, sino que también existe en otras áreas geográficas con mayor importancia pesquera, por ello la Administración Autónoma de Andalucía, con el fin mantener la actividad pesquera y adecuarla, de manera responsable y rentable, así como afrontar la nueva situación creada por la internacionalización de los mercados, diseñó a finales del año 1997 y con una duración hasta el 2003, el denominado *Plan de Modernización del Sector Pesquero Andaluz*, documento que recoge las directrices para la adaptación del sector pesquero mediante la investigación y el avance tecnológico; la formación; la adecuación de sus estructuras; la ordenación de sus recursos; el desarrollo de la acuicultura; la revalorización de sus productos mediante la transformación y adecuada comercialización y mejora de las condiciones social y económica de las poblaciones pesqueras.

En los últimos tiempos se ha producido un importante aumento del esfuerzo pesquero por parte de buques de pesca industrial no pertenecientes a los países ribereños (se estiman más de 100 de gran porte), que faenan sin control en zonas muy próximas a la costa. Pero las medidas comunitarias de conservación y control no son de aplicación más allá de las 12 millas a partir de la línea base de los distintos Estados, con lo cual es muy difícil actuar contra los abusos de estos buques, cuyas acciones repercuten sobre los recursos pesqueros que explotan las flotas artesanales y hacen inoperantes las políticas de gestión de los recursos de los países costeros.

Las flotas artesanales por su peso social y económico en el litoral donde se ubican, necesitan que se adopten medidas de protección y armonización conjuntas, donde los organismos y entidades más próximos a la actividad pesquera, organizaciones de productores, cofradías, administraciones locales y administración regional, participen en las tomas de decisiones y gestión de las pesquerías que les afectan.

2. Características de las pesquerías.

El mar Mediterráneo posee unas particulares condiciones con relación al medio marino y a los recursos de sus aguas; una superficie de 2.5 millones de km cuadrados y una profundidad media de 1.500 m., que podemos considerar pequeña en comparación con la de los océanos. La plataforma continental es estrecha en su mayor parte, a excepción del Golfo de León, Sicilia o el mar Adriático. Sus aguas tienen una mayor salinidad y se consideran pobres en nutrientes, lo cual determina una menor producción marina y por lo tanto pesquera en comparación con el Atlántico.

2.1. - Flota.

En el Mediterráneo faenan diversas flotas: los buques de la Unión Europea, los de países ribereños no comunitarios y los buques de terceros países. Mientras que los primeros están sometidos a las reglamentaciones comunitarias y de sus respectivos Estados, los segundos se rigen por reglamentaciones diferentes; los de terceros países dedicados a la captura de peces migratorios faenan libremente sin ningún control, creándose agravios comparativos para el conjunto de los buques pertenecientes a países de la cuenca Mediterránea, siguiendo con lo expresado en el último párrafo del apartado exterior.

Como se ha mencionado anteriormente las pesquerías Mediterráneas están ejercidas principalmente por flotas de carácter artesanal, es decir, embarcaciones de pequeña potencia y eslora, equipamientos de bajo nivel tecnológico, poca tripulación, pescadores propietarios y escasa inversión de capital, efectúan una pesca “costera o litoral”, en caladeros de la plataforma continental a escasas horas de los puertos base, siendo organizativamente un sector fuertemente atomizado.

Las flotas industriales son un mínimo porcentaje de las embarcaciones pesqueras y están dirigidas a las capturas de grandes pelágicos.

La flota mediterránea de los países comunitarios (Francia, España, Italia, Grecia) en grande cifras supone 45.626 embarcaciones con 105.648 tripulantes.

2.2.- Capturas.

Las capturas se caracterizan por su multiespecificidad, formadas por una gran variedad de especies, donde se detectan tendencias en las capturas hacia ciertas especies, que por su valor económico y biomasa, determinan una preferencia y mayor peso en la pesca, como son la sardina, anchoa, merluza, salmonete, rape, pulpo etc.,. Esta diferenciación es aún más difícil en el caso de la pesca de arrastre o para especies de carácter temporal, o que su captura esta vinculada a lugares o ciclo biológicos. En cualquier caso las especies “acompañantes” constituyen un papel muy importante en las pesquerías mediterráneas, donde las capturas de grandes stoks monoespecíficos son escasas (túidos).

2.3.- Artes.

Para entender la pesca en el Mediterráneo hay que referirse también a la división o clasificación que se efectúa según las artes utilizadas o modalidad de pesca, mediante la cual se regulan las distintas pesquerías:

- „ *Arrastre de fondo*: arte de red remolcada que en contacto con el fondo y abierta mediante puerta se dirige a la captura de especies demersales.
Limitaciones: utilización en fondos superiores a 50 m; prohibidos los artes de gran apertura o semipelágicos y arrastre pelágico; la pesca en parejas; eslora mínima de 12 m y potencia máxima de 500 c.v.
- „ *Cerco*: red de forma rectangular que rodea la pesca cerrándose en forma de bolsa por la parte inferior para obtener la captura.
Limitaciones: solo en fondos superiores a 35 m. Embarcaciones con un mínimo de 20 TRB.
- „ *Arte claro*: red de tipo cerco, cuya malla es de mayor amplitud.
Limitaciones: solo en fondos superiores a 25 m. Embarcaciones con un mínimo de 25 TRB .
- „ *Palangre*: aparejo de pesca formado por un cabo principal de longitud variable del que penden a intervalos otros más finos (brazoladas) a los que se empatan anzuelos. En los extremos y a lo largo del cabo se colocan elementos de flotación y fondeos que

permiten situar el aparejo en superficie, media agua, (denominados palangres de superficie) o en el fondo para la captura exclusiva de especies demersales (palangre de fondo), artes limitados a buques con una eslora mínima de 9 m. Sin embargo existen otros tipos de artes de fondo muy parecidos al descrito como “palangrillos”, “palangros”, “voraceras” que no pueden ser utilizados por buques superiores a 9 m de eslora.

- „ *Volanta*: arte de red selectiva de forma rectangular que puede ser fijo o de deriva como los trasmallos, sardinales etc.

- „ *Artes menores*: también denominados artes de enmalle, formados por piezas rectangulares que se calan en el mar, manteniéndose verticales mediante flotadores y lastres, y a diferente altura según la especie a capturar, los ejemplares quedan atrapados (enmallados) como en una bolsa. Estos artes pueden estar fijos al fondo por ambos extremos o por uno solo moviéndose en función de las corrientes (arte de deriva).

De modo indicativo la distribución por modalidades de pesca de la flota española en el Mediterráneo era en 1995:

„ Arrastreros	1604 embarcaciones.
„ Cerqueros	431 embarcaciones.
„ Palangres de fondo	201 embarcaciones.
„ Palangra de superf.	31 embarcaciones.
„ Artes menores	2548 embarcaciones.

3. El sector pesquero mediterráneo andaluz.

En el sistema pesquero andaluz existen dos ámbitos muy diferenciados: el Mediterráneo y el Atlántico. La diferenciación geográfica del litoral así como medio ambiental se ha traducido desde siempre en estrategias económicas, empresariales y regiones pesqueras diferenciadas, incidiendo principalmente en el dimensionamiento de la flota e importancia económica de la pesca en cada una de las regiones.

En la región Surmediterránea, que es la que nos interesa en este caso, la actividad pesquera se centra en la pesca de litoral y artesanal, ya que su localización geográfica le aleja de los grandes caladeros Atlánticos, por lo que la existencia de grandes empresas dedicadas a las pesquerías de altura y gran altura son prácticamente testimoniales, ello hace que la pesca de esta zona sea prácticamente dependiente de los caladeros nacionales.

A raíz de las ayudas recibidas la flota esta en camino de la renovación y ajuste del esfuerzo pesquero pero sigue siendo poco versátil, lo cual unido al paulatino descenso de los recursos pesqueros plantea un problema para su desarrollo y mantenimiento de la actividad.

La actividad pesquera en Andalucía mantenía en el año 1970, 24.141 embarcados, descendiendo continuamente alcanzando en 1998, 12.750 los empleos directos generados por la pesca, lo que supone una reducción a la mitad. Trasladando este último dato a los puertos de la región Surmediterránea actualmente son aproximadamente 3.200 empleos.

Los puertos pesqueros del litoral surmediterráneo que tienen una importancia pesquera son doce, las capturas de pesca fresca desembarcadas en el año 1997, y número de barcos en cada uno se indican a continuación:

	CAPTURAS	Nº DE BARCOS
Provincia de Almería:		
„ Puerto de Garrucha.	1.294.461 .- kg.	73
„ Puerto de Carboneras.	400.516 . - kg.	68
„ Puerto de Almería.	5.219.947 .- kg.	136
„ Puerto de Roquetas.	513.268 . - kg.	38
„ Puerto de Adra.	1.452.004 .- kg.	68
Provincia de Granada:		
„ Puerto de Motril.	2.896.523 .- kg.	77
Provincia de Málaga:		
„ Puerto de Vélez Málaga.	3.955.652 .- kg.	125
„ Puerto de Málaga.	4.104.405 .- kg.	142
„ Puerto de Fuengirola.	1.905.830.- kg.	102
„ Puerto de Marbella.	1.350.787 .- kg.	61
„ Puerto de Estepona.	3.695.489 .- kg.	123
Provincia de Cádiz:		
„ Puerto de La Linea.	2.286.141 .- kg.	140

Las descargas en estos puertos supusieron en 1994, 57.233 Tn., y 29.075 Tn. en el año 1997, tanto las capturas como el empleo tienen una tendencia descendentes.

Con relación a la flota de este litoral en los caladeros de Marruecos, la modalidad que se practica es el arrastre afectando a un total de 63 barcos de los puertos de Málaga, Almería, Carboneras, Adra, Motril.

4. La Política Común de Pesca.

4.1. Bases de la PCP.

La Política Común de Pesca (PCP), diseñada en el año 1983, fue la respuesta comunitaria a la situación del sector pesquero, tratando de aportar soluciones más o menos acertadas con un enfoque global del sector. Las bases de esta política son:

- „ La extensión de la ZEE a las 200 millas de manera generalizada, incluidas las aguas comunitarias, determinó las zonas de control y la prioridad de negociar acuerdos de pesca con terceros países para poder tener acceso a ciertos caladeros.

Esta política seguida en cuanto al acceso a los recursos externos, ha desembocado en una reducción de las flotas comunitarias que faenan en caladeros de terceros países.

- „ La política de conservación de recursos, está dirigida a permitir un desarrollo sostenible de la pesca, generando actividad económica continuada pero preservando los recursos, para lo cual se estableció el sistema de TACs y cuotas – cada Estado miembro dispone de un porcentaje fijo por población de peces – con el fin de frenar el incremento del esfuerzo pesquero, acompañándose de otras medidas técnicas de conservación.

Después de 16 años de aplicación se considera que esta política no ha podido garantizar la sostenibilidad de los recursos y se duda de si ha podido frenar el aumento del esfuerzo pesquero. El sistema tiene dificultades para aplicar los controles y genera un gran número de descartes que hoy en día se considera inaceptable y en contra del recurso global.

- „ La política estructural se aplica mediante el actual Reglamento 3699/93 junto con el establecimiento de los Programas de Orientación Plurianual, intentando una mejor adecuación de las capacidades de flota con los recursos existentes.

Mediante la aplicación de las medidas adoptadas se ha conseguido la modernización de las flotas pero no se ha logrado la adaptación del tamaño y potencias de estas a la disponibilidad de recursos.

- „ La política comercial se desarrolla a partir de la creación de la OCM de Productos de la Pesca, liberalizando su venta sin restricción en todos los países de la Unión. Al mismo tiempo los acuerdos del GATT, los Sistemas de Preferencia Generalizada – que incluyen las excepciones y derogaciones, - los Acuerdos de Cooperación o de Asociación entre otros han liberalizado las relaciones comerciales de la Unión en el mercado internacional (80% de los productos pesqueros que importa la Unión tienen arancel cero).

4.2.- La PCP en el Mediterráneo.

La PCP que durante todos estos años se ha aplicado a las pesquerías del Atlántico, no se ha podido hacer en gran parte o no ha sido eficaz en el Mediterráneo, por las circunstancias y los elementos específicos que conforman la pesca en este mar.

Con relación a la ZEE, en el mar Mediterráneo los Estados ribereños no pueden extender su extensión a las 200 millas y así poder realizar una gestión eficaz de los recursos pesqueros, sino que por la situación geopolítica no han considerado oportuno su extensión más allá de las doce millas de las aguas territoriales. Por el contrario, la extensión de las aguas territoriales comprende la plataforma continental y el talud zonas, donde se encuentran los recursos pesqueros, con excepción de las especies migratorias. de conservación y control de los recursos es necesaria adoptar medidas para poder actuar más allá de los límites de las aguas territoriales, destacando la decisión de España que ha establecido una zona de protección pesquera con el fin de proteger las poblaciones de atún rojo y mantener la pesca artesanal de gran importancia social y que aporta productos de calidad.

En cuanto a la política de conservación, establecida mediante la fijación de TACs, no parece adecuado este sistema para la regulación, según el Comité Científico y Técnico de la Pesca, dado el carácter multiespecífico de la pesca del Mediterráneo. Igualmente el control de la captura mediante los diarios de a bordo y declaraciones de desembarque no es eficaz dada la variada composición de estas, la dificultad en la localización de los stoks así como por la estructura de la flota, tamaño de las embarcaciones y dispersión de los desembarcos. Propiciando la falta de datos estadísticos de capturas y bases de datos pesqueros con un grado de fiabilidad y amplitud satisfactoria, fuente indispensable para realizar estudios, conocer y gestionar las pesquerías.

Independientemente de lo comentado anteriormente la PCP ha elaborado numerosas disposiciones de carácter general que son aplicadas a la pesca en el Mediterráneo pero existen excepciones que será necesario ir eliminando paulatinamente con el fin de evitar discriminaciones entre los Estados miembros y posteriormente entre el conjunto de los países ribereños.

No se han consolidado las organizaciones de productores que propicia la Política Común de Mercados debido a la atomización del sector, siendo necesaria su potenciación con el fin de establecer unos medios de participación del sector en la aplicación de la política pesquera del Mediterráneo. Tan solo existen en Francia y España estructuras profesionales fuertemente asentadas como lo Comités Locales y Regionales de Pesca Marítima y las Cofradías de pescadores respectivamente.

5. Propuestas.

Las ideas que se proponen están en la línea de los diversos informes, dictámenes y foros que sobre la pesca en el Mediterráneo se han venido realizando en los últimos años.

- „ Es necesario promover una política pesquera especial para el Mediterráneo que considere la singulares características medio ambientales, pesqueras y culturales en que se desenvuelve, con el objetivo principal de conservar los recursos y realizar una pesca responsable.
- „ Potenciar y promover la cooperación, coordinación y realización de investigaciones científicas y técnicas.
- „ Alcanzar una armonización normativa entre todos los Estados ribereños, que evite las actuales situaciones discriminatorias falta de control.
- „ Potenciar la participación en la elaboración y aplicación de la política pesquera Mediterránea de las administraciones regionales y locales de los países ribereños.

6. Fuentes

Para la elaboración de este documento se han utilizado las siguientes fuentes de información:

- „ “Hacia una armonización pesquera en el Mediterráneo”. Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, Isabel Hernández Encinas, 1993.
- „ “La gestión de la pesca en el Mediterráneo”. Dictamen de la Sección de Agricultura y Pesca, Comité Económico y Social, Muñiz Guardado 1998.
- „ “Estado actual de la investigación pesquera en el Mediterráneo español”. Foro Científico para la gestión pesquera del Mediterráneo español, 1996.
- „ “Documento de trabajo sobre la Política Común de la Pesca después del año 2002”. Carmen Fraga Estévez, Comisión de Pesca del Parlamento Europeo, 1996.
- „ “Revisión de la Pesca Artesanal en el Mediterráneo Occidental”. R. Coppola, M. Lamboeuf y A. Forest, Proyecto COPEMED.
- „ “Real Decreto 1315/1997, de 1 de agosto, por el que se establece una zona de protección pesquera en el mar Mediterráneo”. Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, B.O.E. nº 204.
- „ “Informe sobre el estado actual de la investigación y normativa relativa a la pesca artesanal en España”. I.E.O., F.A.O. - COPEMED, 1998.
- “Plan de Modernización del Sector Pesquero Andaluz”. Consejería de Agricultura y Pesca. Junta de Andalucía. 1997.

Juin 1999

INFORME DE EXPERTOS

La elaboración de este documento de expertos se ha realizado a partir de:

- „ La información y opiniones recogidas en las Mesas Provinciales de Pesca del litoral Mediterráneo de Andalucía, en las que han participado los distintos sectores que conforman el Sistema Pesquero de nuestra región; los pescadores; armadores; agentes sociales; empresarios; administración; técnicos; universidades y que se encuentran recogidas en el documento del Plan de Modernización del Sector Pesquero Andaluz.
- „ Reuniones y consultas específicas a expertos de centros de investigación pesquera, universidades y representantes del sector.
- „ Opinión de los técnicos de la administración pesquera regional.

El documento base para recabar la opinión de los expertos ha sido “El Primer Documento de Manifestación Estratégica sobre la Pesca en el Mediterráneo”, elaborado por el Instituto Mediterráneo a partir de la reunión preparatoria celebrada en Sevilla en julio del pasado año.

• **Reunión Expertos de Málaga.**

Asistentes:

- „ DIRECTOR DEL CENTRO OCEANOGRÁFICO DE FUENGIROLA (I.E.O.) Juan A. Camiñas. Presidente del Comité Científico de la Comisión General de Pesca del Mediterráneo. (FAO)
- „ PRESIDENTE DE LA FEDERACIÓN PROV. COFRADÍAS Rafael Campos.
- „ JEFE DEL SERVICIO DE DESARROLLO PESQUERO Manuel Castañón.
- „ JEFE DEL DEPARTAMENTO DE DESARROLLO PESQUERO Fernando Belda.
- „ ASESOR TÉCNICO SERVº DESARROLLO PESQUERO José I. López Linares.

Tras un debate sobre el contenido y objetivo del Proyecto AMI, y un análisis de antecedentes de foros de debate de la pesca en el Mediterráneo a escala internacional, este grupo de trabajo considera conveniente elevar las siguientes reflexiones:

1º.- Se considera interesante esta iniciativa, siendo evidente el hecho distintivo de la pesca en el Mediterráneo, dentro de la Unión Europea. Pero es importante que este grupo de trabajo esté en comunicación con otros foros similares ya estructurados, especialmente la Comisión General de Pesca en el Mediterráneo (FAO) y el ICCAT.

2°.- En lo referente a propuestas de proyectos concretos, creemos que debe consultarse el PLAN DE MODERNIZACIÓN DEL SECTOR PESQUERO ANDALUZ, donde queda de manifiesto las carencias y necesidades de esta provincia desde el punto de vista pesquero.

3°.- Entendemos que este proyecto persigue, como objetivo último, un plan estratégico y, por tanto, sugerimos que se tenga una visión general de la pesca, recogiendo aspectos biológicos, socioeconómicos y medioambientales.

4°.- Por último, destacar la necesidad de un Plan de usos y gestión del litoral, que contemple una utilización compatible por parte de todos los sectores económicos implicados. Este plan podría tener una configuración parecida en todo el Mediterráneo, por coincidir actividades semejantes en todo él.

• **Reunión celebrada con el Jefe de Servicio de Ordenación de Mercados Pesqueros. Ignacio Palacios Esteban.**

Se establece como base preliminar la consideración de que el Mediterráneo es una zona de gran tradición pesquera, si bien sus poblaciones no pueden considerarse zonas dependientes de la pesca, como ocurre en el litoral Atlántico, si destacar la gran cultura pesquera que tienen.

Así mismo la importancia del Mediterráneo como gran consumidor de pescado, cuya principal procedencia es la pesca fresca local.

Con base a ello plantea tres aspectos a considerar en la política pesquera Mediterránea:

1. Necesidad de redimensionar las flotas para adecuarlas a los recursos pesqueros disponibles, incorporar los avances tecnológicos, mejorar la rentabilidad y las condiciones de seguridad.
2. Desarrollar un plan de revalorización de los productos de la pesca en base a la calidad de sus capturas como por ser un componente básico de la dieta mediterránea.
3. Potenciar las organizaciones pesqueras en el Mar Mediterráneo y promover las interconexiones entre ellas como foro de intercambio de información, de gestión de recursos pesqueros participada, de defensa de intereses comunes.

- **Plan de Modernización de Sector Pesquero Andaluz.**

La elaboración del Plan de Modernización del Sector Pesquero de Andalucía, documento marco de la política pesquera que desarrolla actualmente nuestra región, se caracterizó, entre otras cosas, por ser participativo con un enfoque abajo – arriba a través de la creación en cada provincia de Andalucía de una Mesa de Pesca, en las que han estado representados todos los subsectores de la pesca y de cada puerto, conformándose un documento de origen del Plan a partir de las opiniones y consideraciones de los participantes.

Por su contenido y participación considero que puede ser de interés aportar un pequeño resumen del documento referido al análisis DAFO realizado para cada uno de los puertos del litoral mediterráneo de Andalucía.

PROBLEMAS	OPORTUNIDADES
Recursos: ,, Pesca ilegal. ,, Contaminación del mar. ,, Falta de investigación y transferencia de resultados.	Recursos: ,, Sensibilización hacia la protección y conservación de caladeros. ,, Implantación de campos de arrecifes.
Estructuras: ,, Necesidad continuar modernizando barcos pesqueros. ,, Escasez de algunos servicios en los puertos pesqueros.	Estructuras: ,, Mejora de embarcaciones utilización de nuevas tecnologías. ,, Mejoras en infraestructuras y ampliación superficies de puertos ,, Mejora de servicios de los puertos
Comercialización: ,, Ventas ilegales. ,, Algunas lonjas no automatizadas ,, Escasez de homologación y transformación de los productos pesqueros	Comercialización: ,, Adaptación de lonjas y mejoras de servicios. ,, Gestión de ventas por los pescadores.
Aspectos sociales: ,, Dificultad de acceso a la formación	Aspectos sociales: ,, Incremento de organizaciones sectoriales y de la participación. ,, Alto nivel de profesionalización

CONTRIBUTION DE LA RÉGION CALABRE

PESCA

Analisi dei bisogni e delle potenzialità

Caratteristiche generali del settore

In generale la pesca rappresenta un comparto produttivo quanto mai complesso, caratterizzato com'è da fattori bioecologici (risorse biologiche e ambiente), da fattori tecnologici (barche, mestieri e attrezzi) e da fattori economico-produttivi (famiglie, cooperative, società, problemi gestionali, etc.) che sono strettamente correlati tra loro in modo da impedire, tra l'altro, una normale analisi così come avviene per qualsiasi altro settore produttivo.

Il settore della pesca in Calabria si presenta molto eterogeneo, in ragione delle differenze, non solo di carattere ambientale, ma anche storiche e sociali delle diverse aree regionali. Comuni appaiono invece lo stato di crisi, evidente nel progressivo abbandono dell'attività registrato negli anni e la situazione di sostanziale marginalità sociale ed economica della categoria nelle diverse marinerie.

Per una serie di ragioni (caratteristiche bati-morfologiche dei fondali marini, caratteristiche trofiche delle acque, mancanza di una radicata cultura del mare, inadeguatezza e, in alcuni casi, completa inesistenza di centri di servizi, di mercati, di reti distributive, di attrezzature e strutture portuali dedicate alla pesca) la produzione nel comparto economico della pesca in Calabria non ha mai raggiunto livelli soddisfacenti.

Anche la piccola pesca artigianale che, per numero di imbarcazioni e di addetti, rappresenta il sistema di pesca di gran lunga più importante nel comparto ittico regionale, è attraversata da notevoli problemi, legati soprattutto all'inadeguatezza delle imbarcazioni usate. Oltre il 70% delle imbarcazioni che costituiscono la flotta di pesca calabrese è infatti classificabile, per tonnellaggio, lunghezza e apparato motore, nelle cosiddetta piccola pesca costiera artigianale che, come è noto, viene esercitata entro le 3-6 miglia dalla costa. Di fatto, anche il restante 30 % delle imbarcazioni che utilizzano reti a strascico opera prevalentemente nelle medesime aree, determinando una forte pressione sulle risorse costiere.

Le imbarcazioni utilizzate per la pesca in Calabria hanno un'età media superiore ai 20 anni, nella quasi totalità dei casi senza nessuna strumentazione per la navigazione, per la sicurezza a bordo, per la corretta conservazione del pescato, per l'individuazione dei banchi di pesca. Queste imbarcazioni, nella maggior parte dei casi, non si possono spostare dalla fascia strettamente costiera, per individuare risorse meglio sfruttabili e per alleggerire la pressione su questa zona di mare che, come è noto, è anche sede di "nursery" della maggior parte delle risorse.

Infine, va sottolineata l'estrema polverizzazione imprenditoriale del settore, con poche cooperative e consorzi e con la stragrande maggioranza di imprese a carattere individuale, estremamente fragili finanziariamente, difficilmente classificabili anche come "micro imprese".

Fattori limitanti per lo sviluppo sono rappresentati, inoltre, dalla pressoché inesistenza di infrastrutture e servizi per le imprese di pesca, di moderni mercati, di efficaci reti distributive, di organiche politiche di promozione e valorizzazione commerciale dei prodotti.

Il sistema di distribuzione commerciale del prodotto ittico calabro risente del carattere artigianale del settore produttivo (distribuzione di tipo tradizionale) e viene gestito da piccoli rivenditori al dettaglio. Il pesce della Calabria viene commercializzato quasi totalmente nelle zone di provenienza e solo una bassa percentuale, soprattutto i prodotti della pesca oceanica, viene avviata ai grandi mercati ittici. Pertanto il consumo del prodotto ittico calabro è in larga parte limitato all'ambito locale e ai maggiori centri urbani.

Analisi quantitativa del settore della pesca in Calabria

Attività e capacità

La situazione della pesca in Calabria si presenta molto eterogenea, con problematiche diverse, in ragione delle differenze, non solo di carattere ambientale, ma anche storiche e sociali delle diverse aree all'interno degli stessi compartimenti marittimi di Reggio Calabria, Vibo Marina e Crotona. Un'analisi dettagliata dei bisogni e delle opportunità del comparto flotta si trova nel Programma Nazionale Pesca.

Le specie e gli andamenti della pesca in Calabria

La quota maggiore nella produzione ittica calabra è rappresentata dai pesci (74,5% del totale), in particolare pesce azzurro (i.e. alici, sardine e sgombri), che riveste notevole importanza dal punto di vista economico.

Le specie di pesce che contribuiscono significativamente alla produzione regionale sono le sardine (*Clupea pilchardus*), i merluzzi (*Merluccius merluccius*) e le triglie (*Mullus barbatus*), seguiti dalle boghe (*Boops boops*), i sugherelli (*Trachurus trachurus*), le alici (*Engraulis encrasicolus*) e gli sgombri (*Scomber scomber*). Il gruppo 'altri pesci' contribuisce per il 18,3% alla produzione totale. Per quanto riguarda i molluschi, rappresentano il 17,1% del totale della produzione regionale, mentre i crostacei solo l'8,3%.

L'analisi degli andamenti delle catture indica che per il pesce azzurro il periodo di maggiore produzione è generalmente tra aprile e novembre, quando si trova sottocosta. Come è noto il pesce azzurro viene pescato con le reti a circuizione, utilizzando la luce come richiamo (lampare). Lo sgombero si pesca anche con le reti a strascico da dicembre a febbraio. Il merluzzo (o nasello), specie tipicamente demersale di profondità (600 m.), viene pescato con le reti a strascico durante tutto l'anno. Le triglie si avvicinano alla costa tra giugno e agosto. Oltre a varie specie di molluschi cefalopodi e crostacei, che vengono catturate strascicando i fondali fangosi fino a 300 m. di profondità. Le boghe vivono su fondali poco profondi e vengono pescate assieme alle sardine durante tutto l'anno. I sugherelli prediligono invece le acque profonde e anche questi vengono adescati dalle luci durante la pesca delle sardine.

Il totale complessivo della produzione ionica, stimata nel 1993, è circa la metà di quella del Basso Tirreno. Tra i pesci, le specie che contribuiscono maggiormente alla produzione del Basso Tirreno

sono le alici, i merluzzi, le triglie e le sardine, mentre per lo Ionio prevalgono i merluzzi, le boghe, le sardine e gli sgombri. Le vongole, i polpi e i mitili costituiscono il 57,2% della produzione di molluschi nel Basso Tirreno. Nello Ionio la produzione di molluschi risulta decisamente inferiore, rispetto a quella dell'altro litorale, e le specie più importanti sono i mitili, i polpi e le seppie. Per quanto riguarda i crostacei, la produzione dello Ionio è lievemente superiore a quella del Basso Tirreno. La specie che contribuisce di più alla produzione di entrambi i litorali è il gambero bianco.

Per quanto riguarda i valori totali della produzione ittica della Calabria si può evidenziare una riduzione pari al 7% circa nel 1994 rispetto al 1993, mentre nel 1995 si è verificata una lieve ripresa (+3,5%). La produzione di pesce azzurro è rimasta pressoché stabile nel 1994 e in lieve flessione nel 1995. L'andamento delle catture dei molluschi risulta più altalenante, mostrando una riduzione di produzione nel '94 (-5%) e una decisa ripresa nel '95 (+16%) rispetto all'anno precedente. La produzione di crostacei risulta invece in continuo aumento, con +16% nel 1994 e +10% nell'anno seguente.

La distribuzione delle catture relativamente ai sistemi di pesca utilizzati nei due litorali Basso Tirreno e Ionio, durante il 1993 e 1994, viene riportata dai dati dell'Osservatorio sulla Pesca IREPA. Qui si evidenzia che nel Basso Tirreno le tecniche maggiormente produttive sono quelle delle reti a circuizione e a strascico, insieme ai sistemi polivalenti. Si può rilevare inoltre una riduzione di produzione da pesca a strascico nel 1994 rispetto al '93, mentre aumenta quella da circuizione e da sistemi polivalenti, rispetto all'anno precedente.

Quello delle reti a strascico è il sistema di pesca più diffuso in Italia ed anche il più redditizio. Data la sua rilevante incidenza negativa sulle specie bentoniche (i.e. legate al fondo) e demersali (i.e. dipendono dal fondo per il cibo e il rifugio: nasello, potassolo, gamberi rossi, scampi, ecc.), la pesca a strascico è stata regolata per legge (fermo biologico e fermo tecnico).

Per quanto riguarda il litorale ionico, le tecniche di pesca maggiormente utilizzate sono le reti a strascico e i sistemi polivalenti. La valenza produttiva dei due sistemi appena citati risulta leggermente aumentata nel 1994 rispetto al 1993.

Per quanto concerne *le risorse demersali*, sulla base degli studi prodotti nell'ambito dei progetti di ricerca di cui ai piani triennali della legge 41/82, sembra esservi un sostanziale equilibrio delle risorse, almeno per quanto riguarda le specie commerciali più importanti. Anche se si potrebbe ipotizzare uno stato di sofferenza delle specie appartenenti al batiale profondo, in particolare degli aristeidi.

Per quanto riguarda, invece, *le risorse pelagiche*, dalla valutazione dei dati ISTAT sugli sbarcati commerciali e dagli studi effettuati nell'ambito dei progetti di ricerca di cui alla citata legge 41/82, si assiste ad una modesta fluttuazione delle risorse che sembra essere imputabile, più che a fenomeni di sovrasfruttamento, ai normali cicli migratori delle specie, sui quali sarebbe necessario produrre maggiori approfondimenti.

Relativamente al comparto della piccola pesca costiera, infine, si assiste in generale ad una riduzione delle risorse, in particolare dei grossi crostacei (aragoste e magnose).

La produzione da acquacoltura in Calabria

I dati di produzione da acquacoltura di cui si dispone al momento presente risalgono al 1992 (elaborazione ISMEA su dati ICRAM) e riguardano la produzione di specie ittiche eurialine.

Tabella - Produzioni regionali delle specie ittiche eurialine - anno 1992 (in tonnellate)

Regione	Spigola	Orata	Anguilla	Cefali	Totale	%
Piemonte	0	0	150	0	150	1.6
Lombardia	0	0	800	0	800	8.7
Friuli V. Giulia	115	125	125	450	815	8.9
Veneto	298	405	1.230	900	2.833	31.0
Emilia Romagna	22	15	190	80	307	3.4
Liguria	20	45	0	0	65	0.7
Toscana	918	110	120	250	1.398	15.3
Marche	22	8	27	12	69	0.8
Umbria	0	0	2	0	2	0
Lazio	8	5	234	140	387	4.2
Campania	2	5	2	5	14	0.2
Basilicata	32	62	4	100	198	2.2
Puglia	160	165	270	400	995	10.9
Calabria	0	0	58	10	68	0.7
Sicilia	135	15	3	95	248	2.7
Sardegna	95	110	95	500	800	8.7
<i>Totale</i>	<i>1.826</i>	<i>1.070</i>	<i>3.310</i>	<i>2.942</i>	<i>9.148</i>	<i>100</i>

Fonte: Elaborazione ISMEA su dati ICRAM.

In Calabria è presente un solo impianto di acquacoltura per la produzione di specie marine, contro i 22 della Puglia e gli 11 di Toscana e Sicilia, che produce 150 tonnellate, pari al 1,5% del totale nazionale (dati del 1998).

Per quanto riguarda infine l'allevamento in gabbie a mare, le forti potenzialità di sviluppo di questo segmento risultano attualmente frenate da tutta una serie di ostacoli, per lo più di ordine burocratico: pareri, licenze, autorizzazioni, etc. In Calabria non sono presenti impianti di questo tipo, mentre ne esistono 5 in Molise e Sicilia e 2 in Campania.

	Anguilla	Specie eurialine	Totale	%
Calabria	1	0	1	0,8
Totale Italia	135	64	264	100

Fonte Ismea 1997

Priorità

Sulla base delle analisi precedenti e dell'analisi swot di settore, riportata nel documento di valutazione ex-ante, è possibile individuare le seguenti priorità / criticità che devono essere affrontate nel periodo di programmazione 2000-2006:

- Protezione e sviluppo delle risorse acquatiche della fascia costiera con particolare riferimento alle aree critiche della regione.
- Miglioramento della prestazioni aziendali delle imprese di pesca, attraverso la creazione di consorzi e cooperative tra operatori, la riconversione e l'integrazione dell'attività di pesca con attività di acquacoltura e itti-turismo, il ricambio generazionale attraverso la partecipazione alle imprese di giovani pescatori.
- Integrazione e completamento delle filiere di produzione, trasformazione e commercializzazione per i prodotti della piccola pesca costiera.
- Sviluppo e potenziamento dei servizi alle imprese nei porti di pesca della regione.

Strategia e linee di intervento

In Calabria le PMI e gli Operatori che operano nel settore della pesca, per la debole struttura patrimoniale e la bassa redditività e competitività aziendale, hanno difficoltà a reperire le risorse finanziarie per realizzare i necessari investimenti. Solo in pochi casi, infatti, e per le imprese più consolidate, il finanziamento viene realizzato attraverso prestiti bancari, comunque ad un costo di gran lunga superiore a quello pagato in altre aree del Paese. La mancanza di finanziamenti esterni (razionamento del credito) rappresenta quindi un concreto ostacolo, per la stragrande maggioranza delle imprese che operano in Calabria nel settore della pesca, all'attuazione di progetti di investimento necessari alla modernizzazione e alla qualificazione del settore. L'introduzione di aiuti pubblici, nell'ambito del POR Calabria nel settore della pesca, si propone di fornire risorse finanziarie sufficienti per superare, almeno in parte, questi problemi.

Inoltre attraverso gli aiuti pubblici si vogliono sostenere le politiche regionali di completamento delle filiere del settore, di diversificazione e integrazione delle attività, di cooperazione tra le imprese.

La strategia generale del POR Calabria nel settore della pesca, definita a partire dall'analisi prima delineata e dalle strategie di intervento definite per il settore nel QCS, può essere sintetizzata nei seguenti punti:

- Favorire la protezione e lo sviluppo delle risorse acquatiche attraverso l'individuazione di nuovi areali di pesca, l'acquisizione di conoscenze sulla distribuzione degli stock di alcune risorse demersali e pelagiche, la realizzazione della cartografia degli ostacoli alla pesca delle risorse demersali;
- Tutelare e preservare l'ambiente e le risorse della fascia costiera, attraverso interventi per la protezione dei fondali e il ripopolamento, la creazione di infrastrutture portuali per la gestione e smaltimento dei rifiuti;
- Incentivare la creazione di consorzi di imprese di pesca, per distretti significativi, finalizzati alla gestione integrata della fascia costiera, anche attraverso la realizzazione di iniziative di riconversione-integrazione delle attività di pesca, quali l'acquacoltura e l'itti-turismo, la maricoltura responsabile, la gestione di zone marine protette. In questo contesto grande importanza riveste la legge 164/98 (i cui regolamenti attuativi sono stati finalmente varati);

- Sviluppare e potenziare l'attrezzatura dei porti da pesca per la fornitura di servizi portuali alle imbarcazioni (alaggio, carburanti, approvvigionamento acqua, manutenzione e riparazione delle imbarcazioni, etc.), per il magazzinaggio, il trattamento e la prima lavorazione dei prodotti ittici;
- Promuovere e sostenere la trasformazione e la commercializzazione dei prodotti della pesca e dell'acquacoltura, attraverso la creazione di centri di concentrazione dell'offerta sul territorio regionale, l'adeguamento delle condizioni igienico-sanitarie degli spacci e delle aste di vendita e la realizzazione di marchi collettivi di qualità e origine dei prodotti della piccola pesca artigianale;
- Favorire con adeguate misure socioeconomiche il ricambio generazionale nel settore della pesca, incentivando il potenziamento o l'avvio di imprese costituite da giovani pescatori;
- Sostenere le attività di commercializzazione con adeguate campagne promozionali, partecipazione a fiere, studi di mercato, consulenza alla vendita, sistemi di certificazione della qualità e etichettatura dei prodotti;
- Aumentare il grado di coesione tra le imprese, favorendo la loro associazione in cooperative e consorzi (Organizzazioni di Produttori), così da rendere possibili economie di scala e di rete, oltre che per consentire un'effettiva integrazione tra i vari segmenti della filiera;
- Concedere compensazioni finanziarie per gli arresti temporanei delle attività di pesca, contemplate dal Regolamento (CE) n. 2792/1999;
- Sviluppare e sostenere l'adeguamento delle competenze professionali degli operatori del settore e adeguare le tecnologie di pesca e trasformazione dei prodotti alle conoscenze disponibili sul mercato, attraverso la realizzazione di specifici progetti pilota.

Le linee di intervento del POR Calabria nel settore della pesca sono riportate sinteticamente di seguito.

Protezione e sviluppo delle risorse acquatiche

L'intensa attività di pesca a strascico, spesso operata abusivamente fino all'isobata dei -10 m, ha arrecato danni al fondo marino, alla ricostruzione della biomassa (la zona costiera, come è noto, è sede di "nursery" per la maggior parte delle specie ittiche), alle forme vegetali presenti nella zona eufotica. Per contro si deve sottolineare il non utilizzo di vasti areali di pesca, potenzialmente disponibili allo strascico, ma evitati dai pescatori a causa del pericolo dovuto alla presenza, o supposta tale, di ostacoli sottomarini.

Le attività previste in questa linea di intervento si propongono di fornire le conoscenze necessarie sull'entità e distribuzione delle risorse di pesca e sulle caratteristiche morfologiche e sedimentologiche dei fondali marini, al fine di consentire una più razionale gestione delle attività, anche nel rispetto dell'ambiente. In particolare, si prevede di:

- Realizzare iniziative per l'incremento e la tutela delle risorse della fascia costiera (zone marine protette da barriere artificiali, etc.), anche mediante la costituzione di consorzi di gestione e distretti di pesca;
- Creare aree protette, mediante la posa in opera di reefs sommersi, che fungono da deterrente alla pesca a strascico, da destinare anche ad interventi sperimentali di ripopolamento attivo, in accordo con le più recenti acquisizioni della comunità scientifica di settore.

Acquacoltura

Gli interventi previsti riguardano l'acquacoltura o meglio ancora la maricoltura e rientrano tra le attività produttive integrative, che consentano un miglioramento dell'offerta dei prodotti ittici e, in caso di funzionamento dei mercati e della distribuzione, di aumentare il reddito dei pescatori. Questi interventi sono finalizzati a favorire la diversificazione e l'innovazione nella produzione ittica, attraverso l'avvio di impianti di allevamento in acqua marina, salmastra e dolce. I nuovi impianti dovrebbero contribuire a favorire in parte la difficile riconversione degli operatori espulsi (provenienti, ad esempio, dai segmenti produttivi delle spadare e della pesca a strascico) verso altre attività collaterali.

Attrezzatura dei porti di pesca

In Calabria esistono un numero significativo di porti da pesca già funzionanti, cui si aggiungono nuovi porti realizzati anche attraverso i fondi strutturali nell'ultimo decennio. In questi porti sono carenti i servizi portuali, se non completamente assenti, e tutto ciò si traduce direttamente in una minore competitività delle imprese e in una riduzione del reddito in conseguenza di maggiori costi di gestione, dei tempi più lunghi di fermo per la manutenzione etc. Non sono inoltre secondarie le problematiche relative alle condizioni di sicurezza al momento dello sbarco-imbarco, alle condizioni di igienicità delle operazioni di sbarco e stoccaggio del prodotto, alla mancanza di servizi per la raccolta e lo smaltimento dei rifiuti sia prodotti dall'attività, sia raccolti in mare. Nell'ambito del programma si opererà sia per ammodernare le attrezzature portuali esistenti che per attrezzare le nuove infrastrutture portuali.

Trasformazione e commercializzazione

In Calabria è necessario completare e rafforzare le filiere produttive della pesca, aumentando il grado di competitività e produttività delle imprese, la coesione e la cooperazione sociale ed economica tra i vari segmenti della filiera, per lo sviluppo di poli di concentrazione, trasformazione e commercializzazione dei prodotti (freschi, refrigerati, in conserva o in semi-conserva, congelati o surgelati, affumicati, salati, essiccati). Per "trasformazione e commercializzazione dei prodotti della pesca e dell'acqua-coltura" si intende l'intera serie di operazioni di manutenzione, trattamento, produzione e distribuzione effettuate tra il momento dello sbarco o della pesca e la fase del prodotto finale.

Piccola pesca costiera

Per "piccola pesca costiera" si intende la pesca praticata da navi di lunghezza fuori tutto inferiore a 12 metri. Questo segmento del comparto della pesca è particolarmente rilevante in Calabria e costituisce un ambito prioritario di intervento del programma operativo. Il Regolamento (CE) 2792/1999 prevede che questa tipologia di interventi si realizzi attraverso "progetti collettivi integrati".

Misure socioeconomiche

Le misure socioeconomiche previste dal programma operativo sono finalizzate a favorire il ricambio generazionale nel settore della pesca all'interno della regione, incentivando soprattutto il potenziamento o l'avvio di imprese costituite da giovani pescatori attraverso la concessione di premi individuali forfettari.

Promozione

Le azioni di trasformazione e commercializzazione dei prodotti della pesca finalizzate al completamento delle filiere produttive devono essere sufficientemente sostenute da adeguate campagne promozionali, partecipazione a fiere, studi di mercato, consulenza alla vendita, sistemi di certificazione della qualità e etichettatura dei prodotti. Le azioni prioritarie da realizzare nella regione in quest'ambito sono le seguenti:

- Realizzare una rigorosa indagine di mercato, che dia precise indicazioni sull'evoluzione della domanda dei prodotti ittici, l'analisi dei punti di vendita, il censimento dei siti di sbarco, la valutazione dei prodotti sbarcati, la struttura dell'offerta, i trends dei mercati, per mettere a punto un piano di commercializzazione e distribuzione dei prodotti della pesca;
- Elaborazione di un piano regionale per la commercializzazione dei prodotti;
- Introduzione del marchio di origine e di qualità dei prodotti a riferimento comunitario.

Azioni realizzate dagli Operatori del Settore (OP)

Lo sviluppo del settore della pesca in Calabria è subordinato ad un immediato aumento del grado di coesione tra le imprese, attraverso la loro associazione in cooperative e consorzi, per rendere possibili economie di scala e di rete, oltre che per consentire un'effettiva integrazione tra i vari segmenti della filiera. In questo senso, grande importanza riveste la legge 164/98 (i cui regolamenti attuativi sono stati varati) che incentiva la creazione di consorzi di imprese di pesca, per distretti significativi, finalizzati alla gestione integrata della fascia costiera, anche attraverso la realizzazione di iniziative di riconversione-integrazione delle attività di pesca, quali la pesca e l'itti-turismo, la maricoltura responsabile, la gestione di zone marine protette. Il Regolamento (CE) 2792/199 supporta le azioni finalizzate a costruire reti e sistemi di impresa nel settore della pesca, attraverso un insieme di azioni finalizzate a sostenere la crescita delle Organizzazioni di Produttori (OP).

Sono anche ammissibili aiuti ad azioni di interesse collettivo di durata limitata, che esulano dalle normali iniziative delle imprese private, realizzate con la fattiva partecipazione di addetti del settore ovvero da organizzazioni che operino per conto dei produttori o da altre organizzazioni che abbiano ottenuto il riconoscimento dell'autorità di gestione, e tali da contribuire al conseguimento degli obiettivi della politica comune della pesca.

Arresto temporaneo delle attività e altre compensazioni finanziarie

Le tipologie di indennità che potranno essere concesse nel programma operativo, e che comunque non potranno eccedere per tutto il periodo 2000-2006 un milione di euro o il 4% del contributo finanziario comunitario assegnato al settore (va considerato il maggiore dei due limiti), sono quelle individuate dal Regolamento (CE) n. 2792/99, ovvero:

- Arresto temporaneo per circostanze impreviste;
- Arresto temporaneo per sospensione di un accordo di pesca;
- Arresto temporaneo per recupero di una risorsa;
- Compensazioni per restrizioni tecniche.

Progetti pilota e dimostrativi

Il settore della pesca, così come ogni altro settore produttivo, deve adeguarsi con continuità alle innovazioni tecnologiche che vengono prodotte dal settore della ricerca e dall'industria specializzata. In parallelo deve essere sempre mantenuta ed aggiornata una conoscenza approfondita dei sistemi e delle risorse marine in cui le attività si realizzano. Tutto ciò richiede un costante e programmato lavoro di acquisizione di conoscenze, trasferimento e applicazione di nuove tecnologie, adeguamento delle professionalità. Il programma operativo prevede la realizzazione, durante il periodo 2000-2006, di un insieme integrato di progetti pilota che dovranno garantire al settore della pesca in Calabria un adeguato livello di adozione delle innovazioni.

La descrizione delle linee di intervento è riportata in forma analitica nella descrizione delle seguenti misure, che costituiscono lo strumento operativo di attuazione delle strategie del settore:

- Misura 4.20 - Protezione e sviluppo delle risorse acquatiche, acquicoltura, attrezzatura dei porti da pesca, trasformazione e commercializzazione.
- Misura 4.21 - Altre misure (Art. 11, 12, 14, 15, 16, 17 §2 del Regolamento (CE) n. 2792/99).

Quantificazione degli obiettivi specifici

Obiettivo specifico

Rafforzare la competitività dei sistemi locali della pesca in un'ottica di sviluppo sostenibile, valorizzando in particolare la produzione ittica di allevamento in acqua marina, salmastra e dolce (anche attraverso attività di riconversione degli addetti al settore, con il sostegno della ricerca, di strutture di servizio e di assistenza). Prevenire i danni derivanti da uno sfruttamento non equilibrato delle risorse biologiche. Ridurre il differenziale socioeconomico nel settore della pesca.

- A.1) Favorire la protezione e lo sviluppo delle risorse acquatiche
- A.2) Sviluppare le attività di acquicoltura nella regione anche come integrazione delle attività di pesca
- A.3) Sviluppare e potenziare l'attrezzatura dei porti da pesca per la fornitura di servizi portuali alle imbarcazioni, per il magazzinaggio, il trattamento e la prima lavorazione dei prodotti
- A.4) Promuovere e sostenere la trasformazione e la commercializzazione dei prodotti della pesca e dell'acquicoltura
- A.5) Favorire lo sviluppo della piccola pesca costiera
- A.6) Favorire con adeguate misure socioeconomiche il ricambio generazionale nel settore della pesca

- A.7) Sostenere le attività di commercializzazione dei prodotti della pesca attraverso iniziative integrate di promozione
- A.8) Aumentare il grado di coesione tra le imprese favorendo la loro associazione in consorzi e cooperative (Organizzazioni di Produttori)
- A.9) Sostenere con adeguate compensazioni finanziarie gli arresti temporanei della pesca nella regione
- A.10) Sostenere l'innovazione tecnologica del settore attraverso la realizzazione di progetti pilota dimostrativi

Per tutto il settore, l'obiettivo da raggiungere alla fine del 2006 mira a rafforzare la competitività del settore e la qualità dei prodotti della pesca attraverso il rinnovamento delle strutture produttive e del tessuto economico settoriale. L'indicatore chiave di contesto è l'aumento del valore aggiunto per addetto nel settore della pesca, misurato come variazione % rispetto all'anno precedente. Il valore di questo indicatore per la Calabria, relativo agli anni 1997 e 1998, è pari rispettivamente a -31,62% e -21,52%. L'obiettivo da raggiungere nel periodo di programmazione è il conseguimento del valore medio nazionale.

Criteri e indirizzi per l'attuazione

Gli interventi nel settore della pesca del POR Calabria sono integrati con quelli previsti dal PON Pesca che ha competenza esclusiva sulla programmazione e gestione delle misure incluse nelle categorie:

- adeguamento dello sforzo di pesca;
- rinnovo e ammodernamento della flotta peschereccia;
- assistenza tecnica.

Altri interventi strutturali a favore della pesca sono finanziati dal POR Calabria nell'Asse "Reti e Nodi di Servizio", per quanto riguarda i porti e le tecnologie dell'informazione, nell'Asse "Risorse Umane", per quanto riguarda la formazione degli Operatori del settore. Inoltre le misure del PON Pesca e quelle dello SFOP programmate nel POR Calabria saranno ricondotte all'Intesa Istituzionale di Programma attivando, di conseguenza, uno specifico Accordo di Programma Quadro per la Pesca.

Gli interventi strutturali da attuare con il POR Calabria nel settore della pesca, dell'acquacoltura e della trasformazione e la distribuzione dei loro prodotti, saranno conformi alla politica comune della pesca, anche qualora siano, a titolo eccezionale, finanziati a carico di un Fondo Strutturale diverso dallo SFOP. Sono in particolare sottoposti alle disposizioni specifiche fissate dal regolamento (CE) n° 1263/1999 e dal regolamento (CE) n° 2792/1999.

Gli interventi che riguardano il rinnovo della flotta e l'ammodernamento dei pescherecci, saranno subordinati al rispetto delle decisioni prese dal Consiglio in applicazione dell'articolo 11 del regolamento (CEE) n° 3760/92 e dei programmi d'orientamento pluriennali delle flotte pescherecce

di cui all'articolo 4 del regolamento (CE) n° 2792/1999 e infine delle disposizioni considerate al titolo II del regolamento (CE) n° 2792/1999. A tal fine, l'applicazione di misure d'adeguamento dello sforzo di pesca, e in particolare l'applicazione di misure di ritiro definitivo di capacità di pesca, costituisce un intervento prioritario nel settore.

Gli interventi riguardanti l'acquacoltura, la protezione e lo sviluppo delle zone marine costiere, l'attrezzatura dei porti di pesca, la trasformazione e la commercializzazione, saranno individuati e realizzati con l'obiettivo di contribuire all'effetto economico duraturo degli investimenti e offrire una garanzia sufficiente di validità tecnica e economica, in particolare evitando il rischio di creazione di capacità di produzione eccedente. Il controllo scientifico degli interventi che riguardano la protezione e lo sviluppo delle zone marine costiere sarà oggetto di una relazione annuale di sintesi presentata alla Commissione.

Contribution de la Sardaigne

LINEE GENERALI D'INTERVENTO NEL SETTORE DELLA PESCA E DELL'ACQUACOLTURA

Profilo istituzionale

L'azione dell'Assessorato si pone, in forza dei poteri conferiti dallo Statuto, come autonoma rispetto alla normativa nazionale nella gestione delle risorse ittiche della fascia costiera. Tale competenza si estende al limite delle acque territoriali (12 miglia) e riguarda principalmente la pesca costiera locale.

Caratteri della legislazione regionale in materia

La legislazione regionale sulla gestione delle risorse ittiche è caratterizzata da forte valenza ambientale e dalla selettività attrezzature da pesca.

Seguendo tali linee la Regione impedisce nell'ambito delle acque territoriali la attività di pesca maggiormente impattanti nell'ambiente naturale e le risorse ittiche quali, fra le principali :

1. l'impiego di reti derivanti per la cattura del pesce spada ;
2. l'impiego di reti a strascico nelle tre miglia e nella prateria a posidonia ;
3. l'impiego di attrezzi turbosoffianti per il prelievo dei molluschi bivalvi (volgole);
4. l'impiego di reti aventi miglia superiore al 10 e a 50 pezzi di rete per persona imbarcata;
5. l'impiego dell'attrezzo denominato ingegno.

Specifiche misure d'intervento sono rivolte alla sospensione periodica dell'attività di pesca (c.d. fermo biologico) associato all'istituzione di zone marine protette per favorire il ripopolamento della fascia costiera.

La politica regionale per la pesca marittima ha come obiettivo specifico la razionalizzazione del sistema pesca caratterizzato da una flotta (pari a circa 12.000 TSL) dove sono prevalenti (circa 1000) le imbarcazioni di piccolo tonnellaggio che esercitano la pesca locale e quindi operano in un raggio d'azione limitato. Per alleggerire lo sforzo di pesca sottocosta sono state intrapresi specifici progetti di riconversione.

Acquacoltura

Il secondo dei sistemi di produzione (l'acquacoltura) è sviluppato dalla regione secondo due linee fondamentali :

1. in primo luogo attraverso la valorizzazione produttiva del sistema di stagni e lagune costiere presenti in Sardegna (circa 20.000 Ha) dove viene praticata la pesca di tipo estensivo ;

2. una seconda linea d'intervento riguarda gli allevamenti intensivi (vasche a terra e mare in gabbie galleggianti). L'azione dell'Assessorato propone allo sviluppo di allevamenti in gabbie galleggianti la cui realizzazione è circondata tuttavia di determinate cautele volte a salvaguardare la qualità dell'ambiente marino costiero e pertanto imponendo la scelta dei siti liberi da valori ambientali e non confliggenti con altri interessi economici (turismo).

3. tutta una serie di iniziative sono favorite per lo sviluppo del comparto e specificamente :

- realizzazione di infrastrutture di servizio per la pesca (attrezzature portuali e mercati) ;
- realizzazione di impianti per la trasformazione e commercializzazione dei prodotti;
- iniziative per la promozione della qualità dei prodotti.

Politica regionale della pesca e politica comunitaria

Al fine di verificare le linee d'azione comune che nell'ambito del progetto AMI possono essere prorogate e sviluppate, previo confronto, tra Sardegna e Andalusia si indicano le opzioni dell'Assessorato a tale riguardo.

In primo luogo occorre sottolineare che l'attuale politica comune della pesca non soddisfa pienamente le politiche regionali per la scarsa considerazione che viene di fatto riconosciuta alle realtà locali, penalizzate spesso da problemi di insularità.

La politica comune deve favorire il processo di sviluppo delle regioni marginali riconoscendo gli svantaggi delle realtà minori e favorendo il superamento dei limiti operativi.

In secondo luogo si reputa necessario mantenere, o se nel caso estendere la zona di sfruttamento esclusiva a favore degli stati membri (regioni).

Terzo punto : la gestione delle risorse deve avvenire in conformità dei principi di sostenibilità e di rispetto dell'ambiente, regolamentando gli attrezzi e il prelievo e istituendo zone ritenute biologiche.

Una politica particolare dovrebbe essere adottata per salvaguardare le produzioni locali differenziando i prodotti mediterranei da quelli di altra provenienza e imponendo il certificato di origine.

Iniziative specifiche potrebbero essere promosse tra le due regioni per progetti di ricerca, scambi di informazioni, creazione di banche dati, progetti di cooperazione.

ANNEXE II

FICHES PROJETS PRÉPARÉES PAR LES RÉGIONS PARTENAIRES

FICHA SIMPLIFICADA PARA PRESENTACIÓN DE PROYECTOS

REGIÓN: ANDALUCÍA

TEMA: PESCA

EJE ESTRATÉGICO: COORDINACIÓN Y FOMENTO

TÍTULO DEL PROYECTO:
OBSERVATORIO INTERREGIONAL DE LA PESCA Y ACUICULTURA MEDITERRÁNEA.

OBJETIVOS:

- Tener una estructura interregional de carácter técnico-administrativo y sectorial que sirva de foro de comunicación para el intercambio de datos y análisis.
- Coordinación de estudios y actuaciones relacionadas con la pesca mediterránea de las regiones.
- Promover la financiación de proyectos interregionales ante la Comunidad Europea y las Regiones.

REGIÓN:

Regiones europeas: Todas las regiones europeas mediterráneas con intereses pesqueros.

Países terceros mediterráneos: Marruecos, Túnez, Argelia.

AMI

FICHA SIMPLIFICADA PARA PRESENTACIÓN DE PROYECTOS

REGIÓN: ANDALUCÍA

TEMA: PESCA

EJE ESTRATÉGICO: FORMACIÓN

TÍTULO DEL PROYECTO:

TRANSFERENCIA Y DIVULGACIÓN DE RESULTADOS DE LA INVESTIGACIÓN Y TECNOLOGÍA QUE AFECTA AL SECTOR PESQUERO.

OBJETIVOS:

- Conectar distintos subsectores de la pesca con las entidades científicas y tecnológicas de la pesca.
- Mejora de los niveles técnicos y de la producción, a través de la formación profesional.
- Informar y aplicar los resultados de las investigaciones y estudios.
- Sensibilizar hacia la conservación de recursos y ejercicio de una pesca responsable.

REGIÓN:

Regiones europeas:

Todas las regiones europeas mediterráneas con intereses pesqueros.

Países terceros mediterráneos:

Marruecos, Túnez, Argelia.

AMI

FICHA SIMPLIFICADA PARA PRESENTACIÓN DE PROYECTOS

REGIÓN: ANDALUCÍA

TEMA: PESCA

EJE ESTRATÉGICO: COMERCIALIZACIÓN

TÍTULO DEL PROYECTO:
PLAN MEDITERRÁNEO DE REVALORIZACIÓN DE LOS PRODUCTOS DE LA PESCA.

OBJETIVOS:

- Establecimiento de normas comunes de manipulación y calidad.
- Creación de una etiqueta de calidad mediterránea.
- Estudio de mercados de productos pesqueros y de su acceso.
- Integrar al sector extractivo en la comercialización de los productos.

REGIÓN:

Regiones europeas: Todas las regiones europeas mediterráneas con intereses pesqueros.

Países terceros mediterráneos: Marruecos, Túnez, Argelia.

¹ En 1997, l'Union européenne était importateur net de poissons en provenance des pays sud-méditerranéens. Les exportations de poissons représentaient environ 12% des exportations de produits " agricoles " du sud de la Méditerranée vers l'Union. Voir la sections chiffres-clés de la note sur l'agriculture.

² C.E., 1995.

³ Il s'agit du second poste en termes d'importations alimentaires européennes en provenance du sud de la Méditerranée et dont le solde de la balance commerciale était déficitaire en 1997.

⁴ D. CROSS, 1999.

⁵ D. VIGNES, 1994.